

La conjoncture à Mayotte en 2009 Ralentissement de l'activité

L'année 2009 a été marquée à Mayotte par la consultation sur l'évolution du statut de la Collectivité départementale. Le 29 mars, les mahorais se sont prononcés à plus de 95 % pour « *la transformation de Mayotte en une collectivité unique appelée « Département », régie par l'article 73 de la Constitution, exerçant les compétences dévolues aux départements et aux régions d'outre-mer* ». Le pacte pour la départementalisation de Mayotte prévoit les différentes étapes du processus vers la départementalisation et l'alignement complet au droit commun.

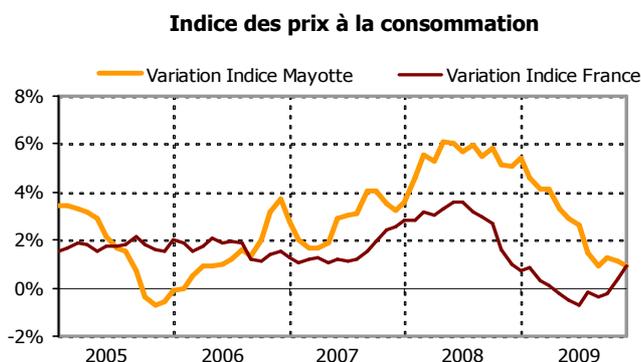
L'année 2009 a aussi été marquée par les difficultés financières de la Collectivité départementale, contribuant à la détérioration générale du climat de confiance et nécessitant l'engagement de l'Etat à aider financièrement le Conseil Général - principal investisseur de l'île - à faire face à ses problèmes budgétaires.

Le ralentissement de l'économie mahoraise, déjà perceptible au dernier trimestre 2008, s'est accentué en 2009. Les principaux agrégats de l'activité économique montrent de réels signes d'essoufflement, confirmant ainsi le pessimisme des entreprises. A l'exception d'une évolution favorable des prix à la consommation, plusieurs indicateurs sont au rouge : détérioration du marché de l'emploi, repli de la consommation des ménages, recul de l'activité et de l'investissement des entreprises dont la vulnérabilité financière se dégrade par ailleurs, tassement de la progression de l'épargne collectée et des crédits.

Les anticipations pour le 1^{er} trimestre 2010 sont pessimistes et, dans ce climat d'incertitude, les prévisions d'investissements sont toujours très limitées. Cependant, la confirmation par le Président de la République, lors de sa visite à Mayotte le 18 janvier 2010, de la réalisation de plusieurs grands projets (construction de la piste longue, liaison aérienne directe Dzaoudzi-Paris, construction de logement sociaux, etc.) et la mise en service du second quai du port de Longoni devraient redonner confiance aux entreprises et relancer l'économie de l'île dans les prochaines années.

1- La conjoncture s'est retournée en 2009

Net ralentissement de l'inflation



Source : INSEE

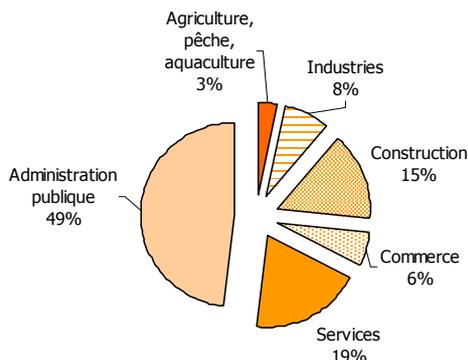
Après plus de trois ans d'inflation bien supérieure à celle de la France entière, la hausse des prix a retrouvé le niveau national : en glissement annuel, elle ne s'établit plus qu'à 0,9 %, en inflexion sensible par rapport à 2008 (+5,1 %).

Sur un an, les prix du tabac affichent une progression significative (+13,9 %), ceux des produits manufacturés et des services aux ménages enregistrent une hausse, mais dans une moindre proportion (+1 % et +4,8 %). En revanche, les prix de l'énergie et des produits alimentaires et boissons se sont repliés (-4,6 % et -2,6 %).

Légère détérioration du marché de l'emploi

Afin 2009, le Pôle Emploi recensait 12 585 demandeurs d'emploi. Avec l'ouverture en janvier 2010 d'une antenne Pôle Emploi dans le sud de l'île, il est fort probable que le nombre de demandeurs d'emploi comptabilisés soit plus important dans les prochains mois ; la proximité de la structure au plus près de la population devrait faciliter les démarches de demande d'emploi (inscription, pointage, etc.).

Répartition par secteur d'activité des offres d'emploi enregistrées en 2009



Source : Pôle Emploi

Diminution des importations, mais une balance commerciale toujours très déséquilibrée

Sur l'ensemble de l'année 2009, les importations de marchandises représentent 355 millions d'euros. C'est la première fois depuis cinq ans que l'on enregistre une baisse du cumul des importations sur l'année (-5,4 % par rapport à 2008).

Demeurant à un niveau très faible, les exportations se sont accrues de 3,9 %. Cependant, cette croissance est due aux marchandises réexportées (véhicules d'occasion, biens électroménagers, etc.) : sur les 5,5 millions d'euros de produits exportés en 2009, seulement 13,2 % concernent des produits propres à Mayotte (ylang-ylang et poissons d'élevage) et ceux-ci sont en nette baisse. Les exportations d'essence d'ylang-ylang chutent de 68 % ; elles ne représentent que 2,2 tonnes contre environ 7 tonnes en 2008, pour une valeur déclarée de 156 400 euros. Le volume de poissons exportés (88,9 tonnes) est également en retrait de 6,5 % sur l'année ; il représente environ 577 milliers d'euros, en recul de 1,6 % par rapport à 2008.

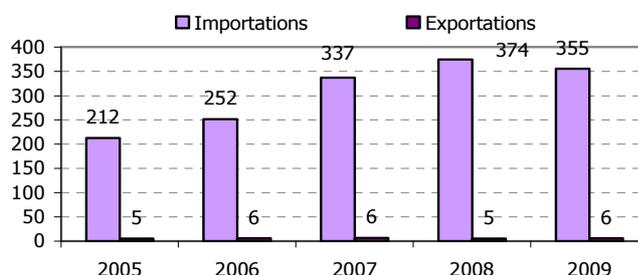
Au total, le taux de couverture des importations par les exportations n'évolue guère significativement en 2009, demeurant à un niveau extrêmement bas (1,9 %).

Au cours de l'année 2009, 3 088 offres d'emploi ont été enregistrées par les services de Pôle Emploi (-19 % par rapport à 2008).

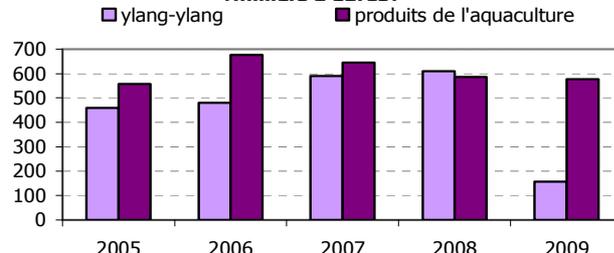
En ayant proposé près de la moitié de ces offres d'emploi, l'administration publique continue d'être le principal pourvoyeur d'emplois à Mayotte.

A noter que les dernières statistiques complètes sur l'emploi à Mayotte proviennent du recensement de la population de 2007 : quelque 13 600 chômeurs étaient dénombrés. Avec une population active de 51 500 personnes, le taux de chômage était d'environ 26 % (en recul de 4 points par rapport à 2002).

Echanges comm. hors hydrocarbures en valeur (millions d'euros)



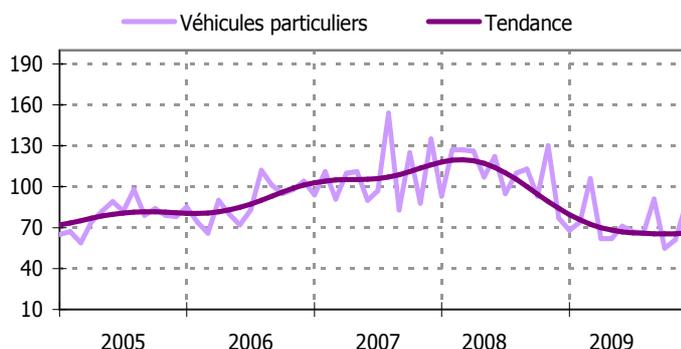
Exportations agricoles en valeur (milliers d'euros)



Source : Direction régionale des Douanes de Mayotte

Repli de la consommation des ménages

Ventes de véhicules particuliers



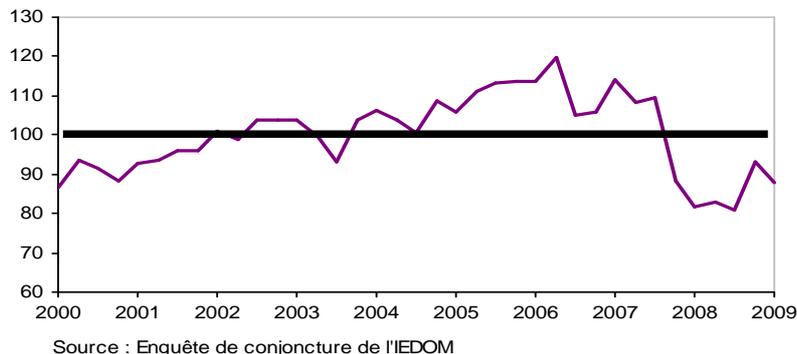
Source : SOREFI

Après un 1^{er} trimestre 2009 en recul, la consommation des ménages mahorais avait repris au cours des deux trimestres suivants. En dépit de la revalorisation du SMIG (+8 %) au 1^{er} juillet 2009 et de l'évolution favorable des prix, la consommation des ménages s'est essouffée au 4^{ème} trimestre, période pourtant propice à la consommation.

En 2009, seules les importations de produits alimentaires ont progressé (+2,2 %), largement tirées par les importations de riz (+31,6 %) ; en revanche, les importations de biens d'équipement ménager et de produits textiles sont en repli (-16,6 % et -7,8 %) et les ventes de véhicules neufs ont fortement baissé (-34,1 %), après un net ralentissement en 2008 (+2,4 % contre +21,6 % en 2007).

Recul de l'activité et de l'investissement des entreprises et dégradation de leur vulnérabilité financière

**Indicateur du climat des affaires de Mayotte
(100= moyenne de longue période)**

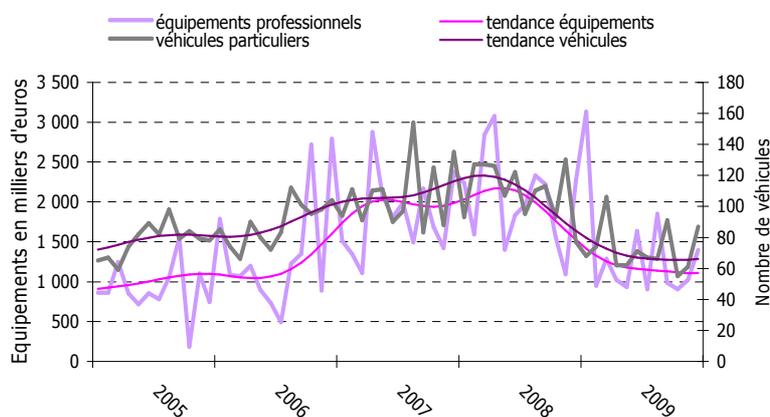


La détérioration de l'activité perçue depuis le 4^{ème} trimestre 2008 s'est poursuivie sur l'ensemble de l'année 2009.

L'alourdissement des charges d'exploitation et les délais de paiement de plus en plus longs, de la clientèle publique notamment, ont entraîné une dégradation des situations de trésorerie.

Ainsi, à fin 2009, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se situe en dessous de la moyenne de longue période (88), quoique en légère amélioration par rapport à fin 2008 (81,6).

**Importations de biens d'équipement professionnel
en valeur et nombre de véhicules vendus**

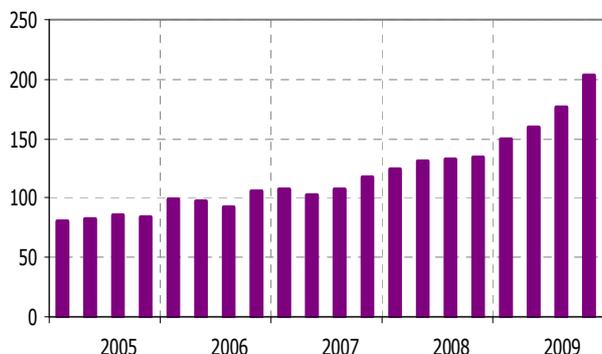


Avec des carnets de commande au plus bas niveau et tardant à se renouveler, l'investissement est mal orienté.

Sur l'année 2009, les importations de biens d'équipement professionnel sont en fort recul (-34 %). Les ventes de véhicules utilitaires sont en net retrait (-28,7 %) : en 2009, seuls 191 véhicules ont été vendus contre 268 en 2008.

Dégradation de la vulnérabilité financière des entreprises

**Evolution du nombre de personnes morales
en interdiction bancaire**



En 2009, les indicateurs de vulnérabilité financière des entreprises enregistrent une nette dégradation. A fin décembre, les créances douteuses nettes sur les entreprises détenues par les établissements de crédits installés localement atteignent plus de 9 millions d'euros (en progression de 32 % sur un an). A fin décembre 2009, le Fichier Central des Chèques de la Banque de France recensait 203 personnes morales¹ en interdiction bancaire à Mayotte (en hausse de 52 % contre une progression de 13 % pour les personnes physiques).

Les incidents de paiement sur effets de commerce des entreprises mahoraises déclarés auprès de la Banque de France au cours de l'année 2009 ont atteint 4,1 millions d'euros, soit une progression de près de 15 % par rapport aux montants déclarés en 2008.

Les deux secteurs du commerce et de la construction concentrent à eux deux plus de 80 % des incidents de paiements.

¹ Sur 1 860 interdictions bancaires.

2- Essoufflement de l'évolution de l'épargne collectée et des crédits octroyés

A fin 2009, l'encours global des actifs financiers détenus à Mayotte représente 345 millions d'euros, en hausse de 5 % sur un an (contre +7 % à fin 2008). Cette progression est en lien avec la croissance des actifs détenus essentiellement par les ménages (environ +8,5 % soit +14,1 millions d'euros).

Les actifs financiers sont constitués de dépôts à vue (50 % contre 48 % à fin 2008), de placements liquides ou à court terme (30 % contre 35 % à fin 2008) et de l'épargne à long terme (20 % contre 17 % à fin 2008).

Compte tenu notamment de l'évolution des taux d'intérêt, les arbitrages des agents économiques ont évolué. Les placements liquides ou à court terme (104 millions d'euros) sont en recul (-9 % soit -10 millions d'euros) : la baisse sensible des placements indexés sur les taux du marché (-30 % soit -20,2 millions d'euros) n'est compensée qu'à moitié par la progression des comptes d'épargne à régime spécial (+22 %, soit +10,3 millions d'euros). Eu égard à cette désaffectation pour les placements liquides ou à court terme, la progression de l'encours global des actifs financiers profite aux dépôts à vue (172 millions d'euros) en hausse de 9 % sur un an (soit +14,2 millions d'euros) et à l'épargne à long terme (69 millions d'euros), en hausse de 22 % (soit +12,3 millions d'euros).

Montants, en millions d'euros	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	2009/2008
Actifs financiers de la clientèle non financière						
Actifs financiers détenus par les sociétés	70,2	66,9	84,8	87,1	89,0	2,1%
Actifs financiers détenus par les ménages	100,4	120,9	140,0	166,1	180,2	8,5%
Actifs financiers détenus par les autres agents	104,2	90,4	82,7	75,2	75,8	0,8%
Total des actifs financiers	274,8	278,2	307,4	328,4	345,0	5,0%
Dépôts à vue	105,5	134,5	159,0	157,8	172,0	9,0%
Placements liquides ou à court terme	135,4	107,5	109,0	114,3	104,4	-8,7%
Epargne à long terme	33,9	36,2	39,3	56,4	68,6	21,8%
Concours consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)						
Entreprises	112,2	132,1	170,8	224,1	214,9	-4,1%
Ménages	116,3	132,6	170,6	206,9	213,9	3,4%
Collectivités locales	18,0	15,8	26,1	9,9	23,6	139,0%
Autres agents et CCB non ventilés	6,2	5,4	4,5	5,6	5,9	5,3%
Total encours sains	252,6	285,9	372,0	446,5	458,3	2,6%
Créances douteuses brutes	10,7	11,7	16,8	18,6	25,7	37,6%
Créances douteuses nettes	5,3	5,9	10,3	11,2	14,7	30,9%
-dont entreprises	2,8	3,3	6,8	6,9	9,1	31,8%
-dont ménages	2,5	2,4	3,1	4,2	5,5	33,4%
Total encours bruts	263,3	297,7	388,8	465,1	483,9	4,0%
Taux de créances douteuses brutes	4,1%	3,9%	4,3%	4,0%	5,3%	32,2%

Source : IEDOM

A 484 millions d'euros, l'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit installés localement progresse de 4 % sur un an, après une croissance de près de 20 % entre 2007 et 2008. L'encours de crédit sain ne progresse que de 2,6 % (+20 % à fin 2008). Le taux de créances douteuses brutes (5,3 %) croît de 1,3 point en un an, traduisant une dégradation de la qualité du portefeuille.

Les concours accordés aux entreprises par les établissements de crédit installés localement (215 millions d'euros, soit 47 % du total de l'encours sain) se contractent de 4 %, après une croissance de plus de 31 % à fin 2008 : les crédits d'investissement enregistrent une hausse de 8,5 % (+23 % à fin 2008), insuffisante toutefois pour compenser la baisse des crédits d'exploitation (-33 % après une progression de 68 % à fin 2008).

Les concours aux ménages (214 millions d'euros, soit un peu moins de 47 % du total de l'encours sain) ne progressent que de 3,4 %, après une croissance de plus de 21 % à fin 2008 : les crédits à la consommation demeurent stables (-0,2 %) alors qu'ils avaient progressé de 20% à fin 2008 ; les crédits à l'habitat sont en hausse de près de 8 % (+22 % à fin 2008).

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit, interrogés par l'IEDOM au 4^{ème} trimestre 2009, semblent indiquer qu'au terme d'une année 2009 plutôt morose - après plusieurs années de croissance forte - le marché bancaire local pourrait se ressaisir au début 2010. La collecte des dépôts peine à se maintenir mais les anticipations pour le début d'année sont relativement mieux orientées. En matière d'octroi de crédits, les perspectives semblent plus nuancées : une reprise est attendue pour les crédits d'équipement aux entreprises ainsi que pour les crédits à la consommation des ménages, alors que des interrogations persistent sur le financement à court terme des entreprises ainsi que, dans une moindre mesure, sur le financement de l'habitat des ménages. Enfin, alors que la rentabilité est perçue comme dégradée en 2009, les établissements de crédit restent attentifs pour 2010 aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international.

3- Des situations mitigées au niveau sectoriel

Globalement, les chefs d'entreprises qui ont répondu à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM font état d'une dégradation de leur activité en 2009, tendance entamée depuis 2008.

Pour la deuxième année consécutive, la quasi-totalité des secteurs enregistre une diminution du courant d'affaires. Seuls le tourisme et l'agro-alimentaire semblent terminer l'année sur une note favorable. Pour les autres secteurs, la morosité de l'activité conduit à des opinions négatives tant sur le niveau des recrutements que sur les intentions d'investissement.

Le secteur du commerce est en deçà de ses performances des années précédentes

Les anticipations d'une reprise de l'activité en fin d'année ne se seront pas concrétisées. Ce qui était perçu comme une mauvaise performance ponctuelle dans les premiers mois s'est maintenu de trimestre en trimestre. Déjà entamé au dernier trimestre 2008, le bilan d'ensemble pour 2009 contraste avec la conjoncture très favorable observée depuis 2005. Au final, le secteur du commerce est resté atone. Si les périodes de grands mariages et de rentrée scolaire ont permis des embauches saisonnières significatives, la consommation des ménages n'a pas été au niveau espéré.

Le BTP a souffert du difficile remplissage des carnets de commande

En dépit d'une amélioration éphémère au 3^{ème} trimestre, les professionnels ont relevé une dégradation de leur climat d'affaire tout au long de l'année, ce que confirme la contraction du tonnage de ciment importé (-22 % par rapport à 2008). Avec des carnets de commande à leur plus bas niveau au dernier trimestre, les professionnels n'envisagent pas d'investir dans les prochains mois. Déjà en 2008, l'immobilier affichait un net recul, en lien notamment avec le ralentissement des projets de défiscalisation et une plus grande prudence des établissements financiers dans leur octroi de crédits. Ainsi, de nombreux contrats saisonniers n'ont pas été renouvelés, et d'autres emplois ont été supprimés. Cette orientation défavorable devrait se maintenir au 1^{er} trimestre 2010, alors que les besoins en infrastructures et en logement demeurent un sujet de préoccupation pour l'île.

Le courant d'affaires des services marchands est toujours orienté à la baisse, mais le ralentissement est moins sévère sur les derniers mois de l'année

L'activité du secteur s'est dégradée en 2009. Selon les professionnels, la diminution de leur prix de vente s'est couplée avec une rallonge des délais de paiement, ce que confirme la croissance des incidents de paiement. Malgré un 4^{ème} trimestre jugé moins défavorable, aucune amélioration significative n'est prévue à court terme, compte tenu du niveau des carnets de commande

L'activité du secteur touristique et de l'hôtellerie s'est redressée sur la fin de l'année

Si au premier trimestre, l'enquête d'opinions révélait une perception favorable de l'activité, le climat des affaires s'est ensuite nettement dégradé. Ce retournement de conjoncture n'avait pas été ressenti depuis 2006. Au 4^{ème} trimestre cependant, les professionnels ont fait part de leur satisfaction, les hôtels enquêtés enregistrant une reprise de leur taux d'occupation. Cette évolution favorable est à rapprocher de la progression du nombre de passagers enregistrés à l'aéroport (près de +20 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2008). Au total, la fréquentation de l'aéroport de Dzaoudzi (256 370 passagers) s'est améliorée de 3,5 % par rapport à 2008. Toutefois, selon les professionnels, cette embellie ne devrait pas se maintenir.

L'activité du secteur agro-alimentaire s'en sort plutôt bien

Malgré une dynamique timide de l'activité, le bilan sur l'année révèle un climat assez favorable des affaires. Au cours des six premiers mois, le secteur a été porteur d'emplois et d'investissements intéressants pour l'économie mahoraise. L'anticipation de l'activité du secteur pour les prochains mois est plutôt positive.

L'**activité industrielle** a bénéficié d'une conjoncture satisfaisante, sauf au 4^{ème} trimestre : nette amélioration de la trésorerie, probablement en lien avec une diminution des charges et une hausse des prix de vente. Les anticipations pour le début de 2010 sont toutefois pessimistes.